

Ecrit par le 22 février 2026

Monteux : la zone commerciale Horizon Provence est désormais dotée d'une pharmacie



Au cours du mois de juillet, la Pharmacie de Monteux, nouveau service de santé de proximité dédié à l'accompagnement, au conseil et à la prévention, a ouvert ses portes au sein de la zone commerciale [Horizon Provence](#).

Depuis son ouverture en janvier dernier, Horizon Provence enrichit son offre de semaines en semaines avec les ouvertures de divers commerces qui se sont faites au cours de ces dernières mois. Le 15 juillet dernier, la Pharmacie de Monteux, qui était initialement située sur le Boulevard Commandant Dampeine, a emménagé dans la nouvelle zone commerciale

Spécialisé dans le conseil sur-mesure, ce nouveau service de santé compte deux cabines de téléconsultation avec vaccination, prescription et bilans de prévention, et propose des entretiens

Ecrit par le 22 février 2026

personnalisés pour les femmes enceintes, pour faire des bilans de médication, ou autre, la vaccination Covid-19 et grippe, ainsi que des missions tournées vers la santé publique locale.

En plus de la partie conseils et ordonnances, les Montiliens pourront trouver une large gamme de produits de parapharmacie. Tous les 3 mois, la pharmacie offrira un livre pour enfants ainsi qu'un magazine santé pour les adultes afin d'allier prévention, information et moments de partage à la maison.

Ouverture de la pharmacie du lundi au samedi de 8h30 à 19h30.

Zone commerciale Horizon Provence. 224 place du Foirail. Monteux

Hôpital d'Apt : les médecins unis contre la fermeture de la chirurgie



Ecrit par le 22 février 2026

Au mois de juin, la directrice du [centre hospitalier du Pays d'Apt](#), [Danielle Fregosi](#), a annoncé la fermeture du service de chirurgie de l'hôpital au 31 décembre 2025. Une décision qui ne fait pas l'unanimité, notamment auprès des médecins du territoire.

Après les élus du département, c'est au tour des professionnels de santé d'exprimer leur inquiétude face à l'annonce de la fermeture du bloc opératoire du centre hospitalier du Pays d'Apt. « Face à ce projet, l'ensemble des Communautés Professionnelles Territoriales de Santé (CPTS) du Vaucluse et les médecins du Groupement Hospitalier de territoire (GHT) se mobilisent et expriment leur solidarité avec le territoire d'Apt, convaincues qu'il s'agit d'une atteinte grave à l'égalité d'accès aux soins », déclarent-ils.

Situé au cœur d'un territoire majoritairement rural, avec une population locale vieillissante mais tout de même importante et une forte affluence touristique, cet hôpital joue un rôle crucial selon les médecins. Les patients ayant besoin d'une intervention chirurgicale seraient donc dans l'obligation de parcourir plus de 30 minutes pour se rendre les établissements de Cavaillon, Manosque ou Carpentras. « Chaque minute compte en cas d'urgence, et ces délais allongés représentent un risque réel de perte de chance pour les patients », insistent les professionnels.

« La fermeture de la chirurgie menacerait directement la survie du service des urgences, qui dépend étroitement de la présence d'un plateau chirurgical. »

Les médecins de Vaucluse déplorent également la saturation déjà omniprésente dans les hôpitaux voisins. « Au-delà d'un choix budgétaire, il s'agit d'une décision politique qui engage la responsabilité de l'État. Les CPTS et les médecins du GHT dénoncent un désengagement qui accélère la désertification médicale et aggrave les inégalités d'accès aux soins. »

Le 24 juillet dernier, la président du Département de Vaucluse, [Dominique Santoni](#), a rencontré le ministre de la Santé Yannick Neuder afin de défendre les intérêts du centre hospitalier du Pays d'Apt. Une rencontre qui a permis de formuler des pistes concrètes afin de préserver l'offre de soins sur le territoire mais qui, pour l'instant, n'a abouti à aucune solution arrêtée.

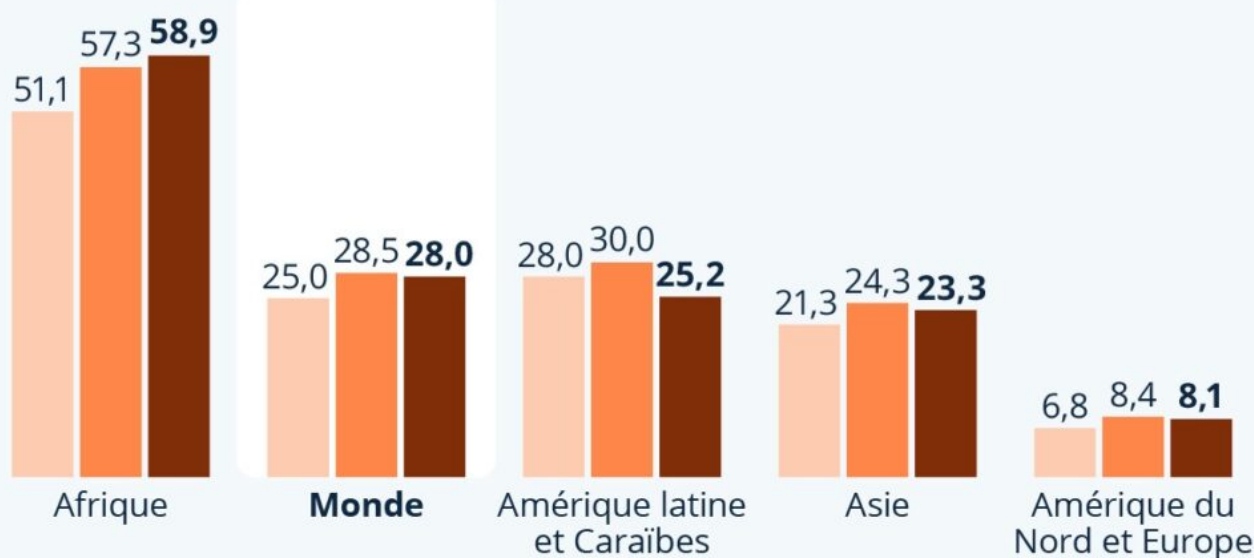
[Les élus vauclusiens se mobilisent contre la fermeture du bloc opératoire de l'hôpital d'Apt](#)

L'insécurité alimentaire affecte plus du quart de l'humanité

L'insécurité alimentaire affecte plus du quart de l'humanité

Proportion de la population en situation d'insécurité alimentaire modérée à sévère*, par région du monde (en %)

2019 2022 2024



* Situations allant des difficultés d'accès à une alimentation suffisante et nutritive de manière régulière aux privations alimentaires graves

Source : Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)



statista

Ecrit par le 22 février 2026

Bien que quelques progrès aient été observés dans le monde ces deux dernières années, la prévalence de la faim et de l'insécurité alimentaire reste au-dessus de son niveau d'avant la pandémie de 2020, et le monde accuse du retard pour atteindre les objectifs de sécurité alimentaire fixés par les Nations unies d'ici 2030.

Selon le dernier [rapport](#) de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) publié le 28 juillet, au moins 670 millions de personnes ont souffert de la faim en 2024. En chiffres absolus, cela représente une diminution d'environ 20 millions par rapport au pic mesuré en 2022, au plus fort de l'inflation des prix alimentaires. Mais en pourcentage, la prévalence de la faim n'a guère diminué, passant de 8,7 % de la population mondiale en 2022 à 8,2 % en 2024.

Comme le rapporte la FAO, après la dégradation de la situation mondiale suite à la pandémie en 2020, puis l'invasion russe de l'Ukraine en 2022, la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou sévère – allant des difficultés d'accès à une alimentation suffisante/nutritive aux privations alimentaires graves – n'est pas encore retombée à son niveau d'avant la pandémie en 2019. De 2022 à 2024, la prévalence mondiale de l'insécurité alimentaire n'a que légèrement reculé, passant de 28,5 % à 28,0 %, soit toujours trois points de plus qu'en 2019 (25,0 %). En 2024, on estime qu'environ 2,3 milliards de personnes dans le monde se trouvaient dans une situation d'insécurité alimentaire.

Comme le détaille notre infographie, les tendances diffèrent cependant d'une région à l'autre du globe : l'insécurité alimentaire augmente par exemple en Afrique, mais tend à diminuer en Amérique latine, dans les Caraïbes et en Asie. En Amérique du Nord et en Europe, après plusieurs années de hausse, les nouvelles estimations de la FAO indiquent une légère baisse de la prévalence entre 2022 et 2024.

L'Afrique reste cependant de loin la région la plus affectée par ce fléau : la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave (58,9 %) y est plus de deux fois supérieure à la moyenne mondiale (28 %), tandis qu'elle est inférieure à la moyenne en Asie, en Amérique latine/Caraïbes et en Amérique du Nord/Europe (respectivement 26,3 %, 23,3 % et 8,1 %).

De Tristan Gaudiaut pour Statista

96% des Français jugent leur relation avec leur médecin bonne : un lien solide, mais

Ecrit par le 22 février 2026

sous pression



Orisha Healthcare publie son 1er baromètre OpinionWay sur la relation patient-médecin. Il révèle une confiance très largement partagée entre patients et professionnels de santé. Mais derrière cette entente, les attentes évoluent, les tensions se renforcent et l'irruption des nouvelles technologies redistribue les cartes de la relation médicale.

La relation patient-médecin reste un pilier du système de soins :

- 96% des patients déclarent avoir une bonne relation avec leur médecin généraliste,
- 90% estiment que leur médecin les comprend bien,
- 99% des médecins affirment entretenir une relation positive avec leurs patients, 58% la jugent même « très bonne ».

Ecrit par le 22 février 2026

Les qualités humaines restent au cœur de la relation : écoute (97%), explication du diagnostic (97%), prise de temps (97%) figurent parmi les priorités absolues pour les patients. Les médecins partagent ces attentes, confirmant l'importance d'un accompagnement individualisé. Les hôpitaux bénéficient également d'un haut niveau de confiance auprès des Français (76%), au même niveau que les PME, et juste derrière la science (80%).

L'écoute, la disponibilité, l'échange sont au coeur de la relation de confiance entre patients et médecins

Dans un contexte où seuls 44% des Français déclarent faire confiance à la justice, 31% aux médias, et à peine 16% aux partis politiques, la confiance accordée aux professionnels de santé reste une exception remarquable.

Pour autant, 51% des Français ont déjà changé de médecin. Pourquoi ?

- 1 patient sur 3 a changé de médecin car il ne se sentait pas écouté (33%).
- 27% car il ne se sentait pas à l'aise pour parler librement.
- 21% car il avait le sentiment d'être jugé par son médecin. De fait, il semblerait que le lien patient-médecin est loin d'être aussi solide qu'il y paraît.

Une pression croissante sur les médecins

Malgré ce socle de confiance, des signes d'usure apparaissent :

- 92% des médecins jugent que les exigences de leurs patients ont augmenté ces cinq dernières années,
- 13% estiment que la relation s'est détériorée,
-

Les enjeux de temps et de disponibilité pèsent : seuls 72% des patients jugent leur médecin disponible pour une urgence, et 68% le trouvent joignable facilement hors consultation.

En tout état de cause, les médecins saturent puisque l'enquête révèle que 78% dénoncent une charge de travail qui nuit à la relation avec leurs patients.

- 58% pointent un trop grand nombre de patients à gérer.
- 47% trouvent que le temps consacré aux démarches administratives de remboursement dégradent la qualité de la relation.

Ecrit par le 22 février 2026

Ce niveau de tension se distingue dans un paysage global où seulement 51% des Français font confiance aux grandes entreprises publiques, 43% aux banques, et 32% aux syndicats.

L'IA, nouvel acteur de la relation patient-médecin ?

66% des patients et 92% des médecins utilisent ou envisagent d'utiliser l'intelligence artificielle dans le cadre de leur relation de soins.

- Les patients l'imaginent comme un appui pour mieux comprendre un diagnostic ou se préparer à une consultation.
- Les médecins y voient un levier pour affiner leurs décisions, détecter des signaux faibles, personnaliser les traitements.
-

Mais cette évolution n'est pas sans risque perçu : 46% des médecins redoutent un impact négatif de l'IA sur leur relation avec les patients, au profit d'un rapport plus technicisé et potentiellement déshumanisé.

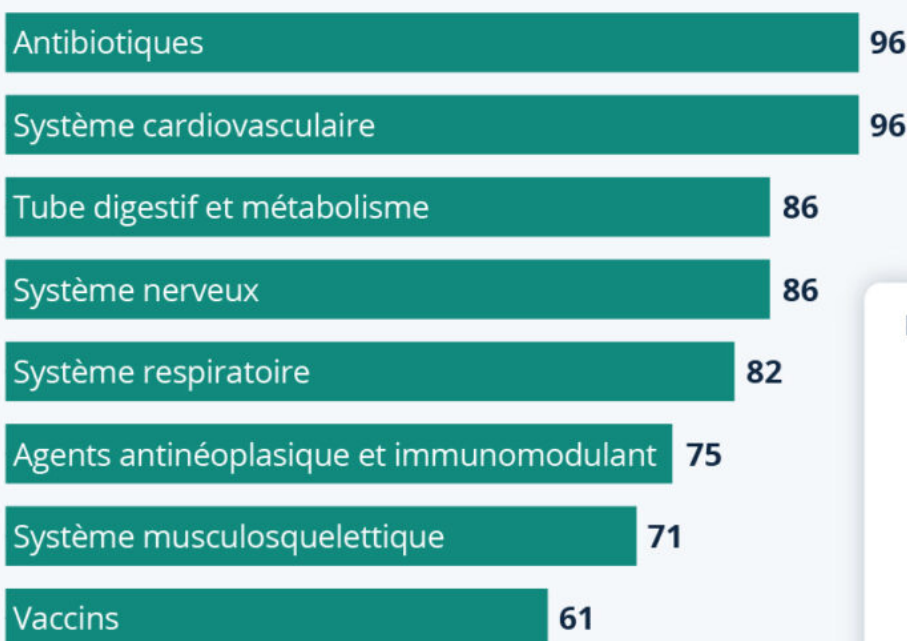
Étude réalisée par OpinionWay pour Orisha Healthcare

Les pénuries de médicaments continuent en Europe

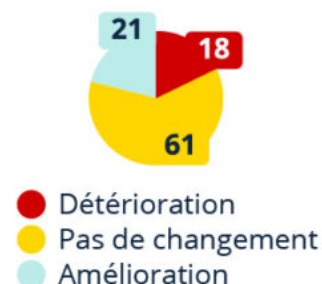
Ecrit par le 22 février 2026

Les pénuries de médicaments continuent en Europe

Part des pays d'Europe rapportant des pénuries pour les classes de médicaments suivantes en 2024



Évolution de la situation par rapport à l'année précédente



Étude menée dans 24 pays de l'UE ainsi qu'en Macédoine du Nord, en Norvège, en Suisse et au Royaume-Uni.
Source : GPUE - Medicine Shortages Report 2024



statista

Depuis plusieurs mois, des milliers de patients en psychiatrie en France n'ont plus accès à leur traitement. En cause : une pénurie qui touche un grand nombre de médicaments psychotropes, dont la sertraline, la venlafaxine et la quétiapine. Si l'Agence nationale de sécurité du médicament avait à l'origine annoncé un retour à une disponibilité normale pour certains de ces médicaments courant juillet, celle-ci se fait finalement toujours attendre.

Ecrit par le 22 février 2026

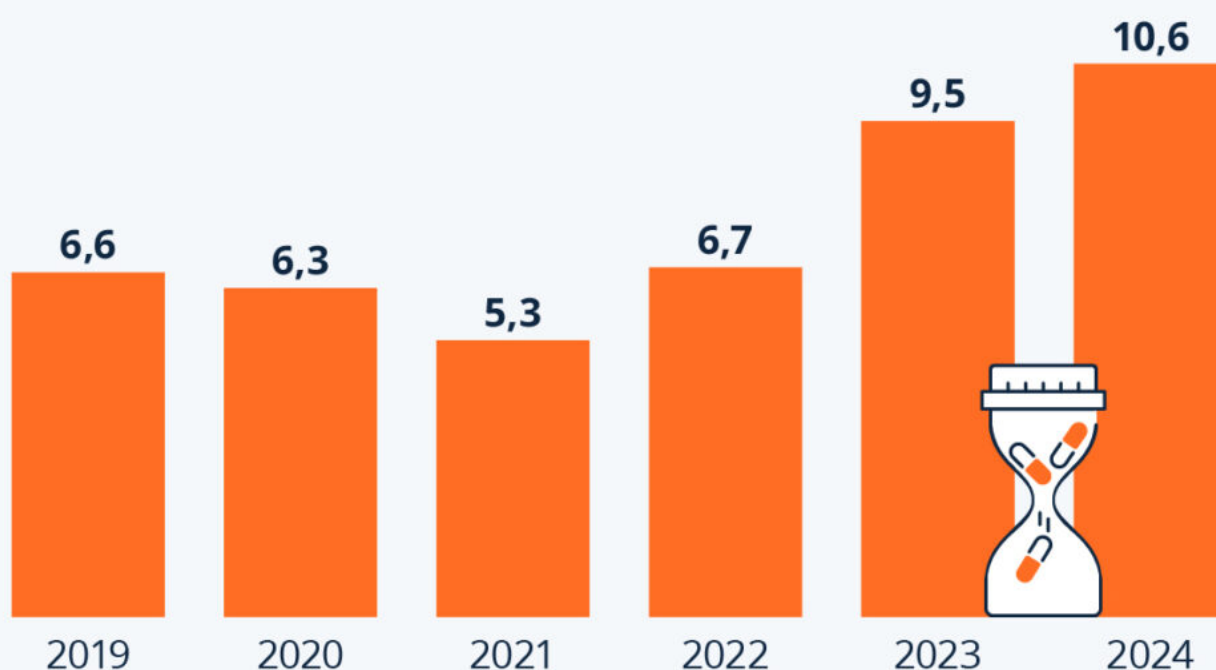
Cependant, les médicaments psychotropes sont loin d'être les seuls touchés par des pénuries à l'heure actuelle. Ainsi, un [rapport](#) du Groupement pharmaceutique de l'Union européenne (GPUE) publié en début d'année alertait déjà sur l'ampleur des pénuries de médicaments en Europe. En 2024, les pénuries ont continué d'affecter les pharmacies des pays européens – la majorité de ces pays (61 %) ont rapporté que la situation était similaire à l'année précédente. Comme le montre notre infographie, des pénuries d'[antibiotiques](#) ont été constatées dans la quasi-totalité des 28 pays enquêtés. En outre, presque tous ont également enregistré des pénuries de médicaments destinés au traitement du système cardiovasculaire (96 % des pays), du tube digestif (86 %) et du système nerveux (86 %).

Dans près de la moitié des pays (47 %), la liste des médicaments faisant l'objet d'une pénurie dépassait les 400 au moment de la conduite de l'enquête, entre novembre 2024 et janvier 2025. Concernant les effets de ces pénuries sur les populations, tous les représentants des pays enquêtés ont indiqué qu'elles provoquaient des désagréments voire de la détresse chez les patients. Les conséquences les plus perçues étaient les interruptions de traitement (82 % des pays), la hausse des coûts en raison d'alternatives plus chères ou non remboursées (61 %), et une perte de confiance envers les médicaments, les pharmaciens et le système de santé en général (61 %). En France, l'étude rapporte que « dans plusieurs cas, les pharmaciens ont été victimes d'hostilité et d'agressions de la part de patients qui ne comprenaient pas pourquoi le médicament ne pouvait pas être fourni immédiatement ».

Écrit par le 22 février 2026

Pénuries de médicaments : l'activité des pharmacies affectée

Nombre moyen d'heures consacrées à la gestion des pénuries de médicaments en pharmacie par semaine



Étude menée dans 24 pays de l'UE ainsi qu'en Macédoine du Nord, en Norvège, en Suisse et au Royaume-Uni.

Source : GPUE – Medicine Shortages Report 2024



statista

Cliquer sur l'image pour l'agrandir.

Pénuries de médicaments : l'activité des pharmacies affectée

Les conséquences des pénuries de médicaments sont multiples. De nombreux patients voient ainsi leurs traitements interrompus, ou doivent faire face à des coûts plus élevés en raison d'alternatives plus chères ou non remboursées. Mais les pharmacies sont également impactées : comme le montre notre

Ecrit par le 22 février 2026

infographie, le nombre moyen d'heures consacrées par les pharmacies à la gestion des pénuries de médicaments a doublé depuis 2021, passant de 5,3 à 10,6. Le GPEU souligne n'avoir jamais enregistré un temps aussi élevé depuis le début de ses enquêtes sur les pénuries de médicaments en 2013. Au delà du temps perdu, 61 % des pays inclus dans l'enquête notent que les pénuries entraînent chez les patients une perte de confiance envers les médicaments, les pharmaciens, et le système de santé en général.

De valentine Fourreau pour [Statista](#)

Les élus vauclusiens se mobilisent contre la fermeture du bloc opératoire de l'hôpital d'Apt

Ecrit par le 22 février 2026



Au début du mois de juin, la directrice du [centre hospitalier du Pays d'Apt](#), [Danielle Fregosi](#), a annoncé la fermeture du service de chirurgie de l'hôpital au 31 décembre 2025. Une décision qui a soulevé de grosses inquiétudes auprès des habitants du territoire, mais aussi des élus du département, notamment la présidente du Conseil départemental, Dominique Santoni, qui a été reçue par le ministre de la Santé ce jeudi 24 juillet.

« C'est avec surprise et une grande inquiétude que la Ville d'Apt a pris connaissance de l'annonce de fermeture du service de chirurgie », avait annoncé la municipalité. [Véronique Arnaud-Deloy](#), maire de la ville, avait dit être « très confuse » face à cette annonce émise par la direction de l'hôpital et par la délégation départementale de l'Agence régionale de Santé (ARS) étant donné que l'ARS PACA avait délivré dans le même temps un renouvellement de l'autorisation d'activité chirurgicale pour une durée de 7 ans.

Depuis l'annonce, de nombreuses manifestations citoyennes ont eu lieu dans la ville et devant l'hôpital. Un page Facebook '[Apt•es à faire bloc](#)' a même été créée pour informer et mobiliser les habitants. Les élus du territoire du Pays d'Apt, et plus largement du Vaucluse, ont eux aussi fait part de leurs inquiétudes.

Ecrit par le 22 février 2026

Les élus se mobilisent

Début juillet, [Catherine Rimbert](#), députée (RN) de la 5e circonscription de Vaucluse a interpellé le ministre de la Santé, Yannick Neuder, dans un communiqué de presse. « Cette fermeture n'est en réalité qu'un pas de plus vers le démantèlement progressif de l'offre de soins publics en zone rurale, déplore-t-elle. Elle entraînerait des conséquences dramatiques pour les patients : allongement des délais de prise en charge, déplacements contraints vers Cavaillon, Avignon ou Manosque, et un affaiblissement général de l'attractivité du territoire pour les professionnels de santé. »

L'[association des maires de Vaucluse](#) a aussi affirmé son soutien aux élus du Pays d'Apt et a exprimé son inquiétude face aux conséquences que pourrait engendrer cette fermeture dans un territoire rural marqué par un vieillissement de sa population. « Consciente des enjeux nationaux liés à la réorganisation de l'offre hospitalière, l'AMV84 appelle à un réexamen attentif de cette décision, en tenant compte des réalités spécifiques du territoire, et invite à une concertation approfondie avec les élus locaux. » L'association a, par ailleurs, adressé un courrier au directeur de la délégation départementale de l'ARS, [Loïc Souriau](#), faisant part de ses préoccupations face à cette annonce de fermeture.

« Apt a besoin d'un hôpital en bonne santé »

Dominique Santoni

Ce jeudi 24 juillet, [Dominique Santoni](#), présidente du Département, mais aussi habitante d'Apt et maire de la ville de 2015 à 2021, s'est rendue à Paris pour rencontrer Yannick Neuder afin de défendre les intérêts du centre hospitalier du Pays d'Apt. « Entre les déficits de l'État et ceux de l'hôpital, l'avenir de notre établissement est fragile, a-t-elle affirmé. Pourtant Apt a besoin d'un hôpital en bonne santé, avec des finances stabilisées, une gouvernance claire et un avenir pérenne, au service de toute notre population. » Si cette rencontre n'a abouti à aucune solution arrêtée, des pistes concrètes ont été formulées afin de préserver l'offre de soins sur le territoire. « Nous avons abordé les difficultés financières de l'établissement (plus de 13M€ de déficit) et la nécessité d'un accompagnement fort de l'État pour pérenniser le fonctionnement des services de l'hôpital sur le long terme et des urgences en particulier, a déclaré la présidente du Département. En retour, j'ai réaffirmé l'engagement des collectivités locales, et en premier lieu du Département, pour accompagner le redressement et la redynamisation de l'hôpital. »

Ecrit par le 22 février 2026



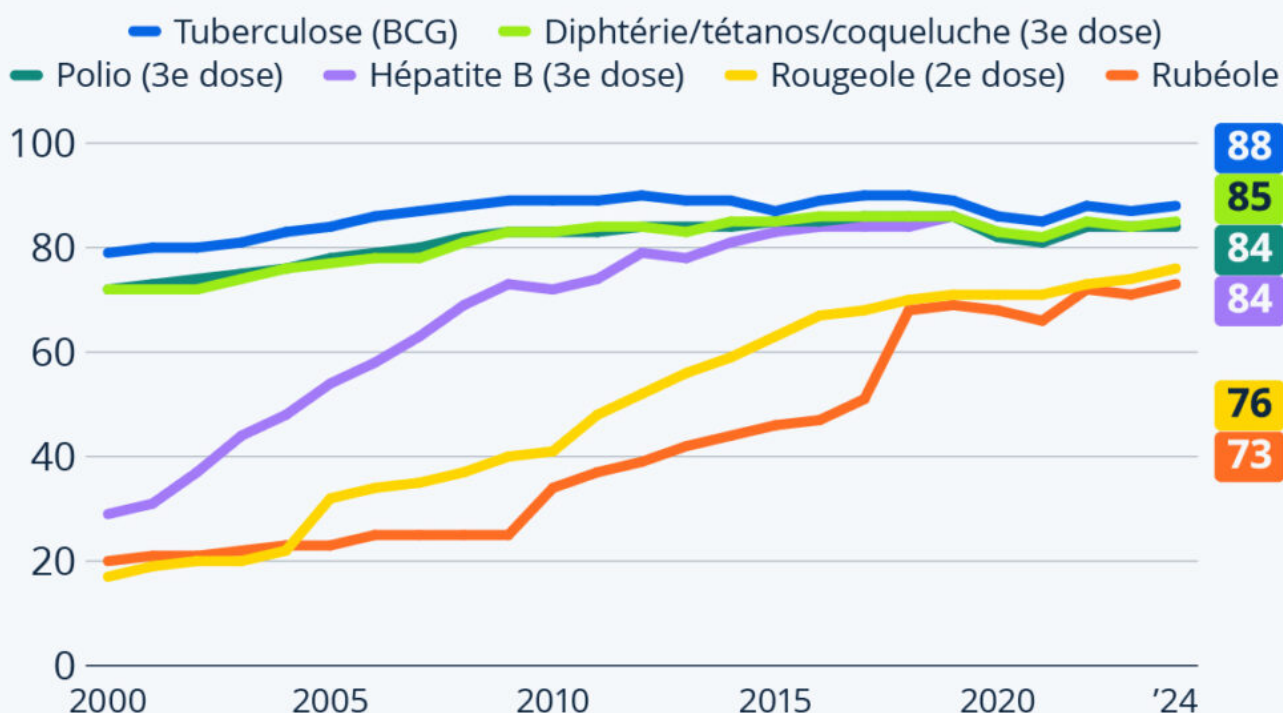
©Centre hospitalier du Pays d'Apt

Les taux de vaccination stagnent dans le monde

Écrit par le 22 février 2026

Les taux de vaccination stagnent dans le monde

Évolution de la couverture vaccinale mondiale contre les maladies ou agents pathogènes suivants (en %)



Couverture vaccinale : proportion de la population qui a été vaccinée

Sources : Organisation mondiale de la Santé (OMS), UNICEF



statista

Des données publiées le 15 juillet par l'Organisation mondiale de la Santé ([OMS](#)) et l'UNICEF confirment la stagnation de la couverture vaccinale à l'échelle mondiale ces dernières années. En 2024, 14,3 millions d'enfants dans le monde étaient dits « zéro dose », c'est-à-dire qu'ils n'avaient reçu aucun vaccin, un chiffre qui n'a quasiment pas évolué en deux ans (14,5 millions en 2022). Le nombre d'[enfants non vaccinés](#) reste également supérieur à celui enregistré en 2019 (12,8 millions), avant que la pandémie de

Ecrit par le 22 février 2026

Covid-19 ne vienne perturber les services de santé. Dans le détail, plus de la moitié des enfants non vaccinés vivent dans la trentaine de pays qui se trouvent actuellement en situation de fragilité, de conflit ou de vulnérabilité.

Comme l'indique notre infographie, le pourcentage d'enfants ayant reçu trois doses de vaccin contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche (DTC), l'un des principaux marqueurs des progrès mondiaux de la vaccination, s'élevait à 85 % en 2024, soit un chiffre inférieur au pic de 86 % atteint entre 2016 et 2019, avant la pandémie de Covid. Les données montrent également une stagnation du taux de [vaccination contre la polio](#) à 84 % (alors qu'il était de 86 % entre 2017 et 2019) et de la tuberculose à 88 % (contre un pic à 90 % en 2017 et 2018). Quant à la couverture vaccinale mondiale contre la rougeole, après d'importants progrès mesurés entre 2004 et 2016, le taux progresse désormais à un rythme beaucoup plus lent : il était de 76 % en 2024 (contre 71 % en 2019), soit un chiffre encore loin du niveau de couverture de 95 % nécessaire pour prévenir efficacement les épidémies.

D'après l'OMS, en 2024, 60 pays ont été frappés par des épidémies « importantes ou perturbatrices » de rougeole, soit près de deux fois plus qu'en 2022. Le manque d'accès aux vaccins dans certaines régions est la principale cause du déficit de couverture vaccinale dans le monde, mais l'agence onusienne pointe aussi du doigt la menace que représente la désinformation sur la science et les vaccins.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

AÉSIO Santé a déménagé sa boutique 'Écouter Voir' d'Orange

Ecrit par le 22 février 2026



AÉSIO Santé, jusqu'alors installé au 36 Rue Saint Clément à Orange, a déménagé dans des locaux neufs et modernes situés au 134 rue de Belgique, au sein de la zone commerciale du Coudoulet.

AÉSIO Santé a fait le choix de transférer son magasin Écouter Voir d'Orange dans des locaux entièrement réaménagés au sein de la ZAC du Coudoulet avec un agencement davantage confortable, moderne et permettant un parcours client fluide, et avec des places de stationnement réservées à la clientèle devant la boutique.

Situé dans une zone commerciale, ce centre mutualiste a été pensé pour offrir à tous un accès facilité à des soins de qualité, que ce soit au niveau de l'audition ou de la vue. Il propose une offre large et adaptée à tous, ainsi que des équipements spécifiques pour sportifs, notamment pour la natation, le cyclisme, le running, le ski, la plongée ou les sports de balle.

Ouvert du lundi au samedi de 9h à 19h.

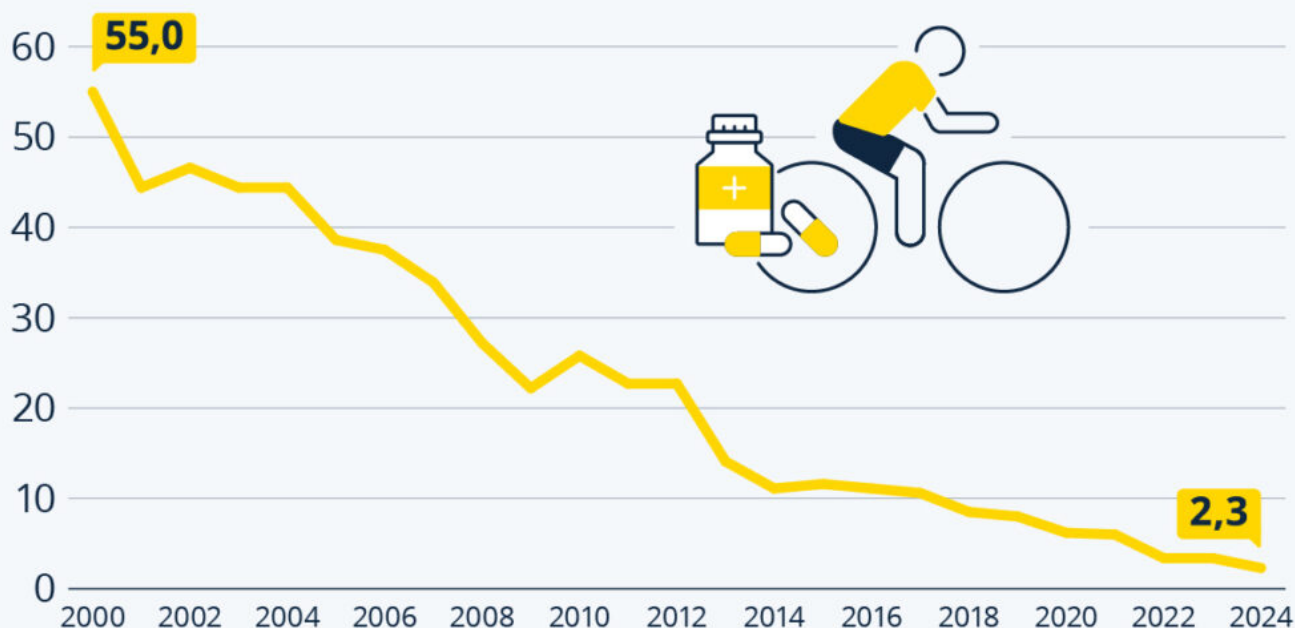
Écouter Voir Audition Mutualiste. 134 rue de Belgique. Orange

Ecrit par le 22 février 2026

Dopage : le Tour de France est-il devenu plus sain ?

Dopage : le Tour de France est-il devenu plus sain ?

Proportion de participants au Tour de France impliqués dans des affaires de dopage (en %)*



* Coureurs épinglés pour dopage au moins une fois de leur carrière. En date du 14 sept. 2024, les données peuvent être amenées à évoluer au gré des contrôles, aveux et enquêtes.

Source : cyclisme-dopage.com



statista

Ecrit par le 22 février 2026

Parcourir les plus de 3 000 kilomètres du [Tour de France](#) sans avoir recours à des produits dopants ? Il n'y a pas si longtemps, c'était apparemment impensable pour la plupart des participants à la Grande Boucle. Si l'on se penche sur les [données](#) concernant les coureurs du Tour de la fin des années 1990 (entre 1998 et 2000), il s'avère que plus de la moitié d'entre eux ont été épinglés pour dopage au moins une fois au cours de leur carrière.

Après le scandale de l'affaire Festina en 1998 et la création de l'Agence mondiale antidopage l'année suivante, des progrès ont été réalisés en matière de réglementation et de contrôle, tandis que les sanctions prises ont exercé un effet dissuasif. Bien que des affaires continuent d'émailler le [cyclisme](#), la proportion de participants au Tour de France convaincus pour dopage a constamment diminué au cours des deux dernières décennies. Comme le montre notre infographie, ce taux est actuellement inférieur à 10 % depuis 2018 - un chiffre pouvant encore naturellement évoluer au gré des contrôles, aveux et enquêtes à venir, alors que la possibilité d'éventuels cas de dopage avec de nouvelles substances non détectées n'est malheureusement pas à exclure.

Si le nombre de cas confirmés de recours aux produits dopants chez les participants ne cesse globalement de diminuer ces vingt dernières années, la proportion de tricheurs reste néanmoins élevée parmi ceux arrivés en tête de la Grande Boucle. Une statistique permet de mesurer l'ampleur du fléau : de 1998 à ce jour, plus de la moitié des coureurs du top 10 au classement final ont été impliqués dans des affaires de dopage, et sur le podium, ce ratio grimpe à environ deux sur trois. Des chiffres qui illustrent que l'appât du gain lors des grandes compétitions reste l'une des principales motivations à la prise de produits dopants.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)